



## Pour la fin des deux solitudes togolaises Sortir le Togo du gouffre de l'histoire'

Pierre S. Adjété  
Québec, Canada

Dans ce Togo crevassé qui toujours se rappelle à nous, dans l'inondation des villes et des villages, par ses pleurs plutôt que par ses pluies, il y aura bien un jour un procès objectif auquel personne n'échappera : le procès des consciences, le procès de l'inaction, le procès de l'Histoire. En attendant, la débandade semble être totale, alors que le travail à faire attend toujours. Il attend d'être au centre des actions politiques, au cœur même des programmes électoraux et dans l'âme d'une nouvelle conscience citoyenne togolaise.

Dans ce Togo-ci, les regards sont encore une fois tournés vers l'immédiateté du prochain triomphe électoral, assuré par l'indifférence et le désespoir plutôt que par la ferveur et l'espoir d'un changement profond des mentalités au profit des idéaux politiques qui libèrent toutes les énergies citoyennes possibles. Ces regards tournés vers le sol sont surtout ceux d'une élite politique sans repère, sans inspiration, sans horizon, sans message simple, vrai et convaincant. Une élite politique qui obstinément refuse de faire face à l'objet même de sa disqualification récurrente, particulièrement lors des grands rendez-vous avec l'histoire du Togo; lesquels ne sont pas que des élections. Une élite politique qui continue d'ignorer le triste et persistant malentendu qui toujours déchire le Togo sous toutes ses coutures et ses désirs d'avenir: la désunion togolaise incarnée par la césure Nord-Sud, connue de tout le monde, que chacune des parenthèses de gestion politique n'a su combler.

### **Un passé révolu**

Le nationalisme togolais ayant triomphé de la colonisation et surtout de la tutelle française fut malheureusement peu inclusif des gens du nord, s'identifiant même par moment, au besoin d'émancipation des seuls peuples du sud, s'il fallait se référer aux ténors qui incarnaient le mouvement pan-éwé à ses origines et sous bien des aspects de sa manifestation, avant d'être élargi globalement aux gens du sud. Du pain béni pour les administrateurs de cette bande territoriale rectangulaire qu'est resté le Togo actuel, dont les colonisateurs n'avaient qu'à accentuer les attributs de cette apparente division, notamment

chez l'autre moitié à dominante nordiste, afin de mieux régner. Le vermisseau se trouvait bien dans le fruit naissant. S'en est suivi une courte euphorie d'indépendance brutalement interrompue par l'assassinat du premier président togolais démocratiquement élu dans l'histoire de ce pays : Sylvanus Olympio. Une blessure jamais élucidée à la satisfaction de la majorité des Togolais, surtout ceux du sud qui considéraient Sylvanus Olympio comme l'un des leurs. Une blessure qui s'infecta dangereusement au point de constituer le mal togolais par essence, même si les milices et militants du parti de Sylvanus Olympio faisaient subir des exactions et des humiliations constantes à tous ceux qui ne s'identifiaient pas à leur mouvement; le propre beau-frère du président togolais et adversaire politique d'Olympio, Nicholas Grunitzky, n'y échappant pas, il ne devait alors sa propre sécurité qu'à un départ en exil.

Cette confrontation nord-sud ainsi cristallisée, les méfaits des uns et des autres, leur silence parfois et singulièrement l'incapacité collective de l'élite politique à nommer le mal de la division et de la méfiance au Togo -pour pouvoir mieux le combattre, cette démission collective et tous ses attributs constitutifs forment la trame de fond d'un paysage politique qui a de la difficulté à se libérer de ses amarres rétrogrades pour prendre les larges, et retrouver le destin normal de la cohésion sociale annonciatrice d'un développement partagé.

Le Togo entier continue à avoir mal à sa division nord-sud, gangrenée par une confrontation de deux élites sociales campées dans l'adversité : celle, conjointe et relativement soudée de l'administration publique et des forces armées, dominée par des nordistes d'un côté, de l'autre côté celle hétéroclite d'une classe d'intellectuels, de gens d'affaires et d'insatisfaits divers acculés à un exil intérieur silencieux, parfois tapageur mais souvent résigné ou à l'exil extérieur généralement bruyant, auto-gratifiant et prophétique d'une soudaine démocratie.

Aussi, cette infection sociale de désunion, réfractaire au dialogue et à la confiance, paralyse-t-elle la diaspora togolaise dans laquelle tous ceux qui s'en clament et s'y identifient sont généralement du sud -même si on ne peut leur en vouloir pour cela. Mais cette reproduction comportementale qui est douteuse de leur part, particulièrement pour des gens imbibés dans des environnements autres, demeure toujours ce manque de *Souci de l'Autre*, l'autre absent du nord qui n'est jamais là, à ces rencontres sans que personne ne s'en inquiète. Crime majeur dans les communautés togolaises de l'extérieur, *Rencontrer un officiel des ambassades du Togo*, pire encore, *Rencontrer un membre du gouvernement togolais de passage à l'étranger*. Entre sudistes togolais, on semble se conforter et s'autoproclamer *Démocrates*, sans aucune preuve et surtout sans aucun suspect nordiste autour, autant dans les associations diverses que dans la majorité des partis politiques en lutte pour la reconquête du pouvoir désormais symbolisé par les nordistes. Ces derniers, du haut de leur autorité politique et militaire, et à plusieurs occasions déterminantes, ont souvent usé de la répression pour assurer leur survie et forcer un type de respect qui cache plutôt une forme d'angoisse et de fragilité citoyennes.

Graves erreurs dans un camp comme dans l'autre! Une telle logique d'autodestruction collective ne peut et ne doit plus continuer!

Cette situation est assez inquiétante aujourd'hui pour que, de l'extérieur comme de l'intérieur du Togo, les citoyennes et les citoyens de ce pays prennent le taureau par les cornes et se rendent volontaires d'un grand virage vers l'intégration sociopolitique républicaine des uns et des autres. Ce début de dépassement des dissensions d'antan qui a fait ses preuves à travers l'Histoire de l'humanité, celle des peuples anciens et des nations modernes, demeure toujours la forme républicaine du pardon collectif ou le *Grand Pardon<sup>ii</sup>* par lequel cette démarche se doit de passer, et qui a également pour nom: l'Amnistie.

Pour le digne éveilleur des consciences, subversif sage homme politique, incidemment fils d'un général et admirable écrivain dramaturge que fut Victor Hugo<sup>iii</sup>, « *l'Amnistie, mot profond qui constate à la fois la défaillance de tous, la magnanimité de tous, l'Amnistie est la suprême extinction des colères* ». À notre satisfaction, et pour soutenir notre conviction que c'est cette voie que demande le Togo d'aujourd'hui à ses enfants, précisons que Victor Hugo ajoutait aussi : « *En politique, oublier c'est la grande loi. L'Amnistie c'est l'Oubli.* »

Oui! Les Togolaises et les Togolais doivent désormais amorcer une thérapie collective de l'oubli républicain, du rapprochement citoyen, du vivre ensemble social, du partage administratif des responsabilités dévolues à un État moderne et représentatif de toutes ses composantes, en toute confiance imparfaite mais évolutive, le tout dans des actes et des dires volontairement assumés. Ce pays doit cesser d'avoir mal par la division chronique entre ses fils et ses filles du nord et du sud, au seul nom d'un « *œil pour œil, dent pour dent* » qui dure depuis des dizaines d'années et n'a plus aucune valeur justificative aujourd'hui.

J'entends déjà les adeptes de ce piège social sans fin qu'est la justicière et vengeresse *Impunité*, déchirer leurs habits en public pour nous faire croire que : *Jamais le pardon ne saurait advenir au Togo sans aveux et repentances des coupables*. Ces gens n'auront encore rien compris. À eux comme à d'autres, il nous faut leur répéter de nouveau : *Nous sommes tous coupables!* À ce procès des consciences, de l'inaction et de l'Histoire, nous sommes tous coupables, et toutes les auditions publiques<sup>iv</sup> préparatoires nous le démontreront en n'accusant personne et en laissant le souffle de l'Histoire et l'écume du temps apaiser chaque douleur individuelle, édulcorer toutes nos souffrances collectives. Mais avant les bilans et les rapports de ces structures politico-administratives, tournez vos regards vers l'est; vous en verrez des exemples à profusion, en commençant par le pays à l'est du Togo, le Bénin. Puis retournez-vous vers l'ouest proche comme le Ghana, l'ouest lointain comme l'Espagne qui n'a jamais jugé ses franquistes et qui a même cessé de donner des leçons au monde en abolissant sa loi de « *compétence universelle* »; des enseignements réparateurs, à chaque fois uniques et universels, vous seront proposés.

Aussi loin que puissent porter nos regards et nos réflexions, de l'Afrique du sud au Chili, de la France d'une époque à l'Angola d'aujourd'hui, nous devrions être en mesure de comprendre que le Grand Pardon et l'Amnistie avaient pansé des plaies plus graves encore que celles du Togo, au lieu de choisir de les faire saigner indéfiniment. Devrions-nous l'oublier, cette démocratie athénienne dont nous sommes tous tributaires avait également et finalement eu besoin du recours à l'Oubli, à l'Amnistie politique pour s'établir et s'enraciner dans son milieu et se poser en référence au monde entier; c'était hier, c'était au V<sup>e</sup> siècle, un hier présent et inoubliable dans la civilisation universelle que nous partageons.

En effet, dans l'espace public, nul ne peut oublier l'Oubli comme premier pas dans tout avancement politique. Et c'est bien plus tard qu'intervient le juridisme. En cela, l'éthique comme souci et quête du bien commun précède le droit qui lui-même ne se réduit pas aux seuls faits, mais aussi à chaque particulier contexte. Celui du Togo reste un phénomène douloureux que l'histoire de l'humanité vient néanmoins tempérer; il grandirait alors et gagnerait en noble exemplification à se soumettre au devoir universel du dépassement par l'Oubli et le Grand Pardon. Ainsi seulement, la République toujours perdue serait retrouvée.

### **L'avenir seul compte désormais**

C'est ce discours évolutif solidement ancré dans le dépassement qui manque cruellement à l'élite politique togolaise, où que se trouvent ses membres ou ses aspirants. Parfois même, la pauvreté et le radicalisme de la réflexion politique au Togo sont tels que leurs résultats restent désespérément insignifiants. Tenez : « *Kofi Yamgnane plutôt que Gilchrist Olympio qui peut-être doit retourner l'ascenseur àYawovi Agboyibo, lui-même parti sans être parti pour ne pas laisser la porte ouverte à un Jean-Pierre Fabre ou la voie libre à Faure Gnassingbé; surtout pas à lui qui a les mains tachées de sang... Personne ne doit d'ailleurs le fréquenter –disons, sauf nous seuls, et nous en jugerons les autres- sinon ces personnes qui oseront collaborer avec Faure doivent être clairement identifiées comme des gens des partis satellites au sien, allant simplement à la mangeoire et, surtout, vous qui demandez notre grâce pour vous constituer en salutaires réfugiés politiques dans les pays occidentaux, refusez catégoriquement de parler à ces représentants de Faure, illégitimes et usurpateurs eux-aussi, partout où ils peuvent être à travers le monde, et patati et patata. »*

Un si piètre résultat de perspective globale qui confine encore les réflexions et guide les actions politiques au Togo, en 2009 et en cette ère de partage du savoir cumulatif des peuples, justifie à merveille cette nécessaire humilité collective pour que la réalité se mue en cet autre possible et définitivement meilleur que nous imaginons tous pour le Togo. Ce changement de cap est d'autant plus nécessaire que, dans le contexte togolais, aucune force alternative n'est actuellement en mouvement pour faire le contrepoids à la puissance étatique à la gouverne, dans tous ses attributs et ses configurations. Les deux solitudes togolaises, le nord et le sud, doivent se rejoindre désormais, bien au-delà des mariages mixtes des individus et de certaines amitiés circonstanciées, pour faire l'objet de gestes et de décisions politiques avant-gardistes. À cette volonté d'action, toutes les élites sont conviées, et Faure Gnassingbé, le Chef de l'État togolais, est tout autant interpellé.

Aux affaires depuis avril 2005, les actions de Faure Gnassingbé sont souvent peu décodables aux non-initiés et sa volonté de dépassement de certains morceaux de l'héritage politique des nombreuses années de son père à la tête du Togo demeure illisible : il communique peu et de manière inopérante, en plus de cultiver le secret à outrance, selon le modèle militaire sous lequel son destin l'a fait naître. Gestionnaire d'un capital humain que commande sa position de chef d'État, courtisans et fratries diverses obstruent la vue sur ses actions et ses idées pour que son engagement à réconcilier les deux Togo soit objectivement apprécié.

C'est une loi universelle qui s'applique parfaitement en politique : chaque autorité suprême doit aller au bout de ses compétences. Et, là où réside la suprême autorité d'un pays se situe également l'ultime responsabilité, et à cet endroit loge aussi l'incontournable reddition de compte devant le peuple souverain. Le peuple togolais voit bien, et expérimente tous les jours, comment le clivage nord-sud lui fait mal et hypothèque gravement toute initiative porteuse d'espoir de rapprochement les uns des autres. Qu'elle soit du nord ou du sud, aucune composante ethnique ou géographique de cette situation d'iniquité sociale devant la chose publique n'est avantagée, à terme, au regard de l'explosif cumul des frustrations de tout genre. De la part de Faure Gnassingbé, des signaux vigoureux et reconnaissables de tout le monde, plus que de simples symboles, se doivent maintenant d'indiquer le partage des responsabilités, l'exercice des compétences ainsi que la redéfinition même du paysage politique qui ne correspond toujours pas à celui d'un Togo d'avenir.

Au fond, c'est au nom de cet avenir qu'il faut que l'élite togolaise appelle et favorise clairement un mouvement à l'adresse des citoyens, un mouvement vers le dépassement du clivage nord-sud, lequel retarde toujours le Togo. De Bonn à Lomé en passant par Paris, des villes des États nord-américains à celles d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'ailleurs, de partout où se retrouvent les Togolaises et les Togolais ainsi que leurs amis, cette nécessité, cette volonté doit résonner et transparaître désormais au regard lucide de tout observateur. Non pas timidement, mais clairement et ainsi: *Que les citoyennes et les citoyens du Togo, où qu'ils se trouvent, ont dorénavant fait le choix de se faire confiance pour redresser et relever leur pays, bâtir enfin une nation éloignée des suspicions ethniques et des défiances régionalistes. C'est le sens profond à donner à la bienfaitrice Amnistie collective, l'Oubli du passé conflictuel, l'entame de l'avenir républicain. Et dans le cas du Togo, le décompte a déjà commencé. Il est grand temps de passer à l'audace de l'action salvatrice tant attendue, une capacité d'espérer, de sentir et de faire un Togo autre, un Togo réellement débarrassé du clivage nord-sud qui bloque toutes les évolutions, quel qu'en soit le domaine. Le temps est venu d'en finir, ouvertement, avec les deux solitudes togolaises.*

**Août 2009**

<sup>i</sup> Par une heureuse coïncidence, ce sous-titre paraphrase un ouvrage du professeur Yao Paul Assogba, qui ne me l'a pas du tout suggéré par ailleurs, malgré la proximité de nos liens et de nos réflexions. Il s'agit de : « *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire – Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire* », Les Presses de l'Université Laval; 2004.

<sup>ii</sup> C'est le lieu de rappeler qu'il y a une vingtaine d'années, la démarche vers le « Grand Pardon » avait déjà été proposée à la classe politique et aux citoyens togolais comme une étape indispensable de dépassement et de réconciliation nationale par l'homme politique Édem Kodjo.

<sup>iii</sup> En partisan acharné de la réconciliation sociale au lendemain des moments difficiles, « *quand tout le monde a, plus ou moins, voulu le bien et fait le mal, quand un certain éclaircissement commence à pénétrer dans les profonds problèmes à résoudre, quand l'heure est revenue de se remettre au travail* », Victor Hugo s'était mis dans un rôle de défenseur de l'*Amnistie totale*, contre les adeptes de l'*Amnistie partielle* des Communards : Actes et Paroles III-IV. Sa proposition fut rejetée dans un premier temps au profit d'une amnistie partielle. L'évidence de l'amnistie totale triomphera au contact de la réalité sociale et elle sera par la suite adoptée et instituée quelques mois plus tard en France.

<sup>iv</sup> Sous des perspectives différentes, deux organes de facilitation du dialogue politique et de la réconciliation nationale ont été installés en cette année 2009 au Togo: le *Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation* (CPDC), spécifique à l'Accord politique global (APG) intervenu en 2006 entre les partis politiques, est dirigé par M. Jean-Lucien Savi de Tové; la *Commission Vérité, Justice et Réconciliation* (CVJR) est présidée par Mgr Nicodème Anani Barrigah-Benissan.